

La Fédération nationale des CIDFF recrute UN·E CHARGE·E DE PLAIDOYER

CDI – Temps plein – Cadre A pourvoir dès que possible

Notre association :

Depuis 50 ans, les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) favorisent l'autonomie professionnelle, sociale et personnelle des femmes. Ils exercent une mission d'intérêt général, confiée par l'État, pour favoriser l'accès aux droits des femmes et leur insertion socio-économique.

Fondée en 1972, la Fédération nationale des CIDFF compte aujourd'hui 98 associations locales. À travers 2400 permanences animées partout en France, les CIDFF sont présents dans tous les départements et dans certains territoires d'outre-mer : en milieu rural, en centre-ville, et dans les quartiers politique de la ville.

La Fédération nationale des CIDFF coordonne l'ensemble des CIDFF et des Fédérations Régionales des CIDFF (FR-CIDFF) qui adhèrent à sa charte. Grâce à une équipe de 30 personnes, elle assure la représentation, la direction stratégique, le soutien technique et le développement des CIDFF et FR-CIDFF. Elle est centre de ressources et de formation des CIDFF et des FR-CIDFF.

Missions :

Sous l'autorité de la directrice du Pôle Communication et plaidoyer et en collaboration avec la chargée de plaidoyer et des relations presse, le ou la chargé·e de plaidoyer a pour mission de contribuer au plaidoyer de la Fédération nationale des CIDFF sur l'ensemble des enjeux relatifs aux missions des CIDFF (égalité professionnelle et autonomie économique des femmes, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, droits des femmes étrangères, EVARS, prostitution, etc).

Elle aura pour missions de :

- Apporter son expertise juridique pour éclairer la définition des enjeux de plaidoyer auprès de la direction générale et de la direction du pôle communication-plaidoyer ;
- Evaluer les besoins en matière d'évolution législative et juridique et contribuer à la formulation de propositions pour faire évoluer les politiques publiques, en lien avec les conseillères techniques ;
- Recueillir les analyses des CIDFF sur la mise en œuvre des politiques publiques et sur les besoins des femmes informées, en lien avec les conseillères techniques et avec l'Observatoire Jeanne-Chauvin, et en mettant en place des consultations et enquêtes auprès des CIDFF ;

- Représenter le réseau des CIDFF sur des enjeux techniques, afin de porter la position de la Fédération nationale auprès des différents acteurs institutionnels et associatifs : Comité national ordonnance de protection (CNOP), Grevio, Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH)...
- Assurer la veille législative liée aux domaines d'expertises du réseau des CIDFF.

Le ou la chargée-e de plaidoyer participe également à l'activité générale de la Fédération nationale, en lien avec les différents pôles.

Profil recherché

- Formation supérieure en droit, niveau master.
- Capacité d'analyse politique des textes juridiques.
- Expérience professionnelle dans un poste similaire. Une expérience de collaborateur-ice parlementaire serait un plus.
- Connaissance fines des institutions, des politiques publiques et des dispositifs du champ des droits des femmes et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- Excellentes qualités rédactionnelles et relationnelles.
- Aisance dans les missions de représentation et de prise de parole au nom de la structure.
- Réactivité face aux demandes parfois urgentes liées au calendrier politique.
- Aptitude à travailler en équipe.
- Autonomie, rigueur et bonne analyse des enjeux stratégiques.

Conditions, rémunération et avantages

- **Poste en CDI, statut cadre, temps plein.**
- **Localisation** : Paris 13^{ème} arrondissement (métro Gobelins ou Campo Formio). Des déplacements ponctuels dans le réseau sont à prévoir.
- **Télétravail** : 2 jours possibles par semaine (forfait de 20€/mois de frais de télétravail)
- **Rémunération brute mensuelle (selon accord d'entreprise et prime Ségur incluse)** : 3 044,70 €
- **Congés** : 7 semaines de congés payés + 12 RTT
- **Titres restaurant** : 9 € pris en charge à 60 %
- **Mutuelle** : Prise en charge à 50%
- **Autres avantages** : 170 € chèques cadeau et 250 € chèques culture/livres en fin d'année.

Candidature

Lettre de motivation, CV sans photo à adresser à Amandine Berton-Schmitt, directrice adjointe : recrutement@fncidff.fr

Dates envisagées pour les entretiens : 14 et 16 avril.

Date limite de candidature : 6 avril 2026